

Étude sur l'économie des revues françaises en sciences humaines et sociales

Rapport final – Phases 1 & 2

Sommaire & Synthèse



Étude réalisée pour le
ministère de la Culture (DGMIC/Service du livre et de la lecture)
dans le cadre des travaux du
Comité de suivi de l'édition scientifique

Sommaire

1. Synthèse	7
2. Contexte et objectifs de l'étude	10
2.1. Le contexte de la mission	10
2.2. Les objectifs de l'étude	10
3. Méthodologie détaillée	11
3.1. Phase quantitative	11
3.1.1. Constitution de l'échantillon	11
3.1.2. Représentativité de l'échantillon	11
3.1.3. Mode de recueil	12
3.1.4. Plan du questionnaire	12
3.1.5. Un questionnaire conçu pour permettre à plusieurs personnes de répondre à l'enquête	12
3.2. Phase qualitative	12
3.2.1. Structure de l'échantillon	12
3.2.2. Guide d'entretien	13
3.2.3. Mode de recueil	13
3.3. Des revues largement interdisciplinaires	13
3.4. Données détaillées sur la représentativité des revues interrogées	15
3.4.1. Enquêtes quantitatives	15
3.4.2. Entretiens qualitatifs	16
4. Volumétrie	17
4.1. Évaluation des articles de recherche	17
4.1.1. En moyenne une quarantaine d'articles de recherche évalués par an	17
4.2. Publications	18
4.2.1. En moyenne une quarantaine de textes publiés par an	18
4.2.2. Les articles de recherche constituent la majorité des textes publiés	20
4.3. Les auteurs dans le secteur des revues de SHS	21
4.3.1. Près d'un tiers des auteurs sont affiliés à une institution étrangère	21
4.3.2. L'anglais renforce sa présence comme langue de publication aux côtés du français	23
5. Contrats et questions juridiques	24
5.1. Un manque manifeste de formalisme juridique dans les relations avec les auteurs	24
5.2. Quand il existe, le contrat est majoritairement signé en exclusivité avec embargo	25
5.3. Les éditeurs privés plus rigoureux dans l'établissement de contrats avec les auteurs	27
6. Fonctionnement éditorial et organisation scientifique de la revue	28
6.1. Une procédure d'évaluation à la fois en interne et en externe pour les articles de recherche	28
6.2. ... et en double aveugle	28
6.3. Les articles font en général 2 ou 3 allers-retours avant acceptation finale	29
6.4. Les évaluateurs ne sont pas rémunérés	30
6.5. En moyenne 6 mois pour valider un article	31

7.	Coûts et charges de production.....	34
7.1.	Préambule : un manque général de visibilité des revues sur les aspects financiers liés à leur activité	34
7.1.1.	Seulement un quart des revues disposeraient d'une comptabilité analytique	34
7.1.2.	Une connaissance partielle de la part des responsables de revues en SHS des coûts et recettes liés à cette activité	35
7.2.	Aucune rémunération des auteurs	37
7.3.	Des coûts liés au secrétariat de rédaction et d'édition non pris en compte dans le calcul des coûts de la revue.....	37
7.3.1.	Le secrétariat représente en moyenne un peu moins d'un ETP.....	37
7.3.2.	Une prise en charge financière qui s'avère très variable.....	38
7.3.3.	Le coût annuel moyen du secrétariat peut être valorisé dans une fourchette comprise entre 46 000 et 60 000 EUR brut chargé.....	39
7.3.4.	Vers une mutualisation des secrétariats ?.....	40
7.4.	Une apparente variabilité des structures de coûts et charges entre les revues	40
7.4.1.	Revue A : l'éditeur, qui joue un rôle majeur dans le processus d'édition, impute à la revue des frais généraux élevés, comptant pour la moitié du total des coûts.....	40
7.4.2.	Revue B : une revue qui réalise tout le processus d'édition et de diffusion en interne avec trois ETP, et qui a donc de frais fixes importants.....	41
7.4.3.	Revue C : une charge du secrétariat de rédaction qui représente plus de la moitié des coûts	41
7.5.	Certains postes de coûts, moins centraux, peuvent peser lourd dans les comptes des revues.....	43
8.	Recettes et produits de production	44
8.1.	Vue d'ensemble	44
8.1.1.	Des recettes et revenus de l'ordre de 20 000 EUR par an en moyenne.....	44
8.1.2.	...dont les deux tiers sont représentés par les recettes papier.....	44
8.2.	Recettes papier et numériques : essentiellement perçues par les éditeurs	45
8.2.1.	Les recettes papier proviennent essentiellement des abonnements	45
8.2.2.	Les recettes augmentent moins vite que les dépenses.....	46
8.3.	Subventions et autres soutiens extérieurs : indispensables à la survie des revues	47
8.3.1.	Subventions de l'État et des collectivités territoriales	47
8.3.2.	Soutien des universités et des laboratoires.....	48
8.4.	Autres postes de revenus	48
8.4.1.	Un nombre très limité de revues demandent une contribution financière des auteurs ou des institutions pour l'édition de certains articles	48
8.4.2.	Des structures compensent les déficits de leur revue par les autres revenus qu'elles perçoivent par ailleurs.	49
9.	Audience.....	50
9.1.	Les tirages des revues en version papier	50
9.1.1.	Des tirages orientés à la baisse	50
9.1.2.	Des ventes au numéro qui restent relativement marginales mais qui s'étalent dans le temps.....	50
9.1.3.	Une baisse continue des abonnements papier	51
9.2.	Une présence importante en numérique mais sans réelle différenciation avec la version papier	53
9.2.1.	Des difficultés pour numériser les collections.....	53
9.2.2.	Les potentialités du numérique sont bien perçues à défaut d'être véritablement exploitées par les revues également disponibles en papier.....	53
9.2.3.	Des revues uniquement numériques qui tirent davantage profit des possibilités offertes par le numérique.....	54
9.2.4.	Une complémentarité papier-numérique soulignée et plébiscitée en termes d'usage.....	54
9.3.	Usage des plateformes numériques pour l'accès aux revues de SHS.....	54
9.3.1.	Cairn et OpenEdition sont les principales plateformes numériques employées par les revues de SHS	54
9.3.2.	Une faible utilisation des statistiques de diffusion sur les plateformes	57

10. Modes de diffusion.....	60
10.1. Les modes de diffusion	60
10.1.1. 8 revues sur 10 sont diffusées en numérique.....	60
10.1.2. Le passage au numérique est très largement plébiscité	62
10.1.3. Le « tout papier » tend à disparaître, au profit de la diffusion mixte	63
10.1.4. Un attachement au papier pour la grande majorité des revues	64
10.2. Les modèles tarifaires utilisés pour le format numérique.....	64
10.2.1. La tarification mixte avec barrière mobile constitue le modèle majoritaire.....	64
10.2.2. Des modèles économiques en mutation ?	67
[Encadré] Une typologie des revues.....	68
10.3. Open Access : des points de vue contrastés	70
10.3.1. Rappel : définition de l'Open Access.....	71
10.3.2. Une vision peu précise de l'Open Access et de ses enjeux	71
10.3.3. Des inquiétudes concernant la pérennité des revues.....	71
11. ANNEXES.....	73
11.1. Composition du comité de pilotage, des équipes étude et remerciements	73
11.1.1. Composition du comité de pilotage	73
11.1.2. Composition des équipes étude	73
11.1.3. Remerciements	73
11.2. Rapport phase 1	74
11.3. Questionnaire en ligne phase 1	100
11.4. Questionnaire en ligne phase 2	112
11.5. Guide d'entretiens phase 2	156

Figures

Figure 1 :	Ventilation des revues selon le nombre de disciplines citées	14
Figure 2 :	Structure des échantillons selon la discipline.....	15
Figure 3 :	Structure des échantillons selon le statut de l'éditeur	15
Figure 4 :	Structure des échantillons selon le mode de diffusion	15
Figure 5 :	Répartition des entretiens qualitatifs par discipline	16
Figure 6 :	Répartition des entretiens qualitatifs par mode de diffusion.....	16
Figure 7 :	Répartition des entretiens qualitatifs par type d'éditeur	16
Figure 8 :	Ventilation du nombre d'articles de recherche ayant fait l'objet d'une évaluation par tranche	17
Figure 9 :	Ventilation du nombre de textes publiés par an	18
Figure 10 :	Nombre de textes publiés par an selon la discipline principale de la revue	19
Figure 11 :	Typologie des articles publiés.....	20
Figure 12 :	Nombre d'articles de recherche publiés par an selon la discipline principale de la revue.....	21
Figure 13 :	Nature de l'affiliation des auteurs.....	22
Figure 14 :	Langues de publication des revues françaises de SHS en 2016 et 2017	23
Figure 15 :	Existence d'un contrat avec les auteurs.....	24
Figure 16 :	Exclusivité des droits	25
Figure 17 :	Politique générale de la revue en matière de dépôt en archives ouvertes.....	26
Figure 18 :	Signature des contrats par type d'éditeur	27
Figure 19 :	Critères d'évaluation des articles de recherche	28
Figure 20 :	Procédures d'évaluation des articles de recherche	29
Figure 21 :	Nombre d'allers-retours pour la prise en compte de corrections avant acceptation.....	30
Figure 22 :	Rémunération des évaluateurs participant à la validation d'un article	31
Figure 23 :	Délai entre la réception et la validation d'un article de recherche (en nombre de mois)	31
Figure 24 :	Délai entre la réception et la validation d'un article de recherche selon la discipline (en nombre de mois)	32
Figure 25 :	Délai entre l'acceptation et la publication d'un article de recherche (en nombre de mois).....	32
Figure 26 :	Délai entre l'acceptation et la publication d'un article de recherche selon la discipline (en nombre de mois)	33
Figure 27 :	Existence d'une comptabilité analytique	34
Figure 28 :	Existence d'une comptabilité analytique en fonction du statut de l'éditeur.....	35
Figure 29 :	Temps équivalent à la charge du secrétariat de rédaction et d'édition	38
Figure 30 :	Pourcentage d'ETP du secrétariat de rédaction et d'édition rémunérés	38
Figure 31 :	Coûts du secrétariat de rédaction et d'édition.....	39
Figure 32 :	Ventilation des coûts d'une sélection de trois revues (en EUR).....	42
Figure 33 :	Caractéristiques des trois revues.....	42
Figure 34 :	Montant des recettes et revenus en 2018, en EUR	44
Figure 35 :	Répartition des recettes et des revenus en 2018, en %.....	45
Figure 36 :	Répartition des recettes papier en 2018, en %	46
Figure 37 :	Répartition des recettes papier en 2018, en EUR.....	46
Figure 38 :	Évolution globale des recettes et des dépenses.....	47
Figure 39 :	Nombre d'exemplaires papier vendus au numéro	51
Figure 40 :	Évolution du nombre d'abonnements à la version papier	52
Figure 41 :	Plateforme de diffusion des revues numériques	55
Figure 42 :	Plateformes de diffusion par type d'éditeur.....	57
Figure 43 :	Plateformes de diffusion par discipline.....	57
Figure 44 :	Statistiques de diffusion sur les principales plateformes numériques (moyenne sur l'année 2018 pour une revue) (en milliers d'actes).....	58

Figure 45 : Consultation par les revues des statistiques de diffusion.....	59
Figure 46 : Mode de diffusion de la revue.....	60
Figure 47 : Mode de diffusion de la revue en fonction de l'ancienneté	61
Figure 48 : Mode de diffusion de la revue en fonction du statut de l'éditeur	61
Figure 49 : Évolution du mode de diffusion envisagée par les revues d'ici deux ans.....	63
Figure 50 : Modalités d'accès à la revue en format numérique.....	65
Figure 51 : Détails concernant le modèle d'accès mixte	66
Figure 52 : Évolution des modalités d'accès au numérique envisagée par les revues d'ici deux ans.....	67
Figure 53 : Évolution des modalités d'accès au numérique dans l'échantillon de répondants depuis début 2018	68
Figure 54 : Analyse multivariée des résultats de la pré-enquête : les 4 grands types de revues.....	68

1. Synthèse

Dans le cadre des travaux du Comité de suivi de l'édition scientifique, le ministère de la culture, appuyé par un groupe de travail issu de ce comité, a pris en charge la réalisation d'une étude sur l'économie des revues de sciences humaines et sociales.

Après avoir conduit directement une première enquête quantitative visant à recueillir les caractéristiques principales d'un échantillon de revues de 5 champs disciplinaires¹ (phase 1, janvier-mars 2018, 259 réponses), le ministère a confié à IDATE DigiWorld la réalisation de la phase 2 de l'étude, qui consistait en une enquête quantitative approfondie (juin-juillet 2019, 167 réponses) et des entretiens qualitatifs avec des responsables ou collaborateurs de 28 de ces 167 revues.

Une forte hétérogénéité des situations

Que ce soit à travers les réponses aux enquêtes en ligne ou lors des entretiens en face-à-face avec des responsables de revues, l'étude confirme en premier lieu la forte diversité des situations observées.

La nature du détenteur de la revue, celle de son éditeur, son ancienneté, sa/ses discipline(s) principale(s), sont autant de facteurs qui jouent un rôle dans le fonctionnement des revues et dans la façon dont leur modèle économique s'est organisé ou, pour certaines, a évolué dans la période récente, notamment en termes de mode de diffusion (papier et/ou numérique) et de mode de tarification pour l'accès aux revues numériques.

Une analyse multivariée des résultats de l'enquête de la 1^{ère} phase avait permis de mettre en évidence une typologie des revues interrogées selon 4 types, croisant majoritairement mode de diffusion, largeur de l'audience et type d'éditeur (notamment public, privé et sociétés savantes), selon une répartition relativement équilibrée : de 17 % de la population pour le groupe le moins nombreux à 37 % pour le plus important.

L'enquête de la 2^e phase n'ayant pas permis de recueillir des éléments exhaustifs sur les coûts complets et les recettes des revues, il n'a cependant pas été possible de caractériser de façon robuste les équilibres économiques de ces 4 types de revues.

Une connaissance partielle des aspects financiers de la part des responsables de revues

Un autre point saillant de la 2^e phase de l'étude est en effet le peu de visibilité d'une majorité de responsables de revues sur les coûts complets – et parfois même sur les recettes – liés à leur activité. Ceci pour plusieurs raisons :

- D'une part la répartition des tâches entre différents acteurs se traduit souvent par une connaissance partielle de l'ensemble des coûts et recettes liés à la production, l'édition et la diffusion d'une revue. Cette méconnaissance – en particulier des aspects financiers liés à l'aval de la chaîne de valeur – est par ailleurs souvent entretenue par un manque de communication entre les responsables des revues et leur éditeur.
- D'autre part, nombreux sont les responsables qui manifestent un certain désintérêt pour ces aspects financiers, notamment quand ils ne gèrent pas la diffusion de leur revue ou qu'ils n'ont jamais rencontré de difficultés économiques.

Des points de vue contrastés sur l'Open Access, reflétant également une compréhension approximative du sujet et de ses enjeux

Ce désintérêt vis-à-vis des aspects financiers explique en partie le fait que la plupart des responsables interrogés ne disposent pas d'une vision précise de l'Open Access et de ses enjeux. La plupart d'entre eux mettent en avant l'intérêt, en tant que chercheurs, d'une diffusion gratuite et rapide des travaux de recherche scientifique. Nombreux sont cependant ceux qui font part des risques qu'ils perçoivent quant à la pérennité des revues, qu'il s'agisse d'un risque de retrait des éditeurs (du fait de la baisse des recettes) pouvant entraîner l'arrêt de la publication ou de celui d'une dépendance trop forte vis-à-vis de l'institution de rattachement qui prendra en charge les coûts de fonctionnement. L'enquête montre en effet que l'accès ouvert intégral ne peut être véritablement envisagé que pour des revues uniquement numériques fortement soutenues par un laboratoire ou une université.

¹ Histoire, géographie, environnement, littératures, économie & gestion.

Des interrogations autour de la pérennité à terme des revues dans un monde ouvert

Un certain nombre de personnes interrogées déplorent la confusion engendrée par la publication en ligne des versions non définitives des articles de recherche par leurs auteurs, ainsi qu'un risque de dégradation de la qualité de la recherche liée à la mise en ligne directe des travaux sans validation par les pairs. C'est ainsi le rôle de filtre, mais aussi de formation des jeunes chercheurs que jouent les revues, qui est perçu comme possiblement remis en cause par un accès gratuit aux travaux de recherche, accès gratuit souvent confondu avec l'Open Access. À terme, c'est le risque de disparition des revues, vidées de leur sens, qui est alors évoqué.

Des incertitudes sur la relève par une nouvelle génération

D'autres préoccupations liées à la transmission des revues à une nouvelle génération de responsables sont également exprimées. En effet, les responsables des revues soulignent fréquemment à la fois le temps important à consacrer par les membres des comités de rédaction au fonctionnement de ces revues, mais aussi la difficulté à pouvoir mobiliser de jeunes chercheurs, déjà fortement occupés par ailleurs et n'ayant pas toujours la disponibilité nécessaire pour cela. Certains s'interrogent ainsi sur leur capacité à remplacer au sein des comités de rédaction les membres arrivant en fin de carrière.

Des coûts humains qui restent masqués et sous-estimés

Enfin, il ressort également de l'étude qu'une partie importante des coûts liés au secrétariat de rédaction et d'édition ne sont pas pris en compte dans le calcul des coûts de la revue. C'est notamment le cas des 30 % de revues dans lesquelles ces tâches sont assurées en interne et sans rémunération par les membres du comité de rédaction, mais aussi de celles qui bénéficient d'emplois mis à disposition par le laboratoire, l'université ou un autre organisme de rattachement (CNRS par exemple) auquel est liée la revue². Or, en partie du fait de départs à la retraite non remplacés ou d'arrêts de certaines subventions, certaines revues ont dû faire face à la suppression de ces emplois et trouver les moyens de financer un poste à temps partiel, dont la charge annuelle moyenne pour un temps plein est valorisée dans une fourchette comprise entre 46 000 et 60 000 € bruts chargés (selon le niveau statutaire considéré).

Un manque de visibilité pluriannuelle

De la même façon, l'équilibre économique de certaines revues se révèle impossible sans des soutiens financiers extérieurs, en particulier venant des universités, des organismes de recherche et des laboratoires, mais aussi sous la forme de subventions de l'État (CNRS et, dans une moindre mesure, CNL), et parfois des collectivités territoriales. Or ces subventions ne présentent pas de garanties dans la durée. Leur interruption, qu'elle soit liée à des coupes budgétaires ou à des critères d'attribution plus contraignants (durée de la barrière mobile par exemple), mettrait en péril l'existence de certaines revues.

Deux modèles d'affaires dominants pour les revues numériques

Les revues de SHS ayant une version numérique se rattachent principalement à deux modèles d'affaires dominants et deux autres minoritaires :

- un modèle majoritaire (50 % des revues) reposant sur l'abonnement papier et l'existence d'une barrière mobile pour la version numérique ;
- un modèle d'accès ouvert immédiat et gratuit (30 % des revues), qui concerne exclusivement des revues uniquement numériques ;
- l'accès payant intégral (13 % des revues, plus particulièrement en Économie & gestion) ;
- et un modèle associant accès ouvert et services payants (freemium³, 6 % des revues).

Il convient de souligner *a contrario* que les modèles hybrides, qui associent accès ouvert et paiement d'APC (*article processing charges*) par les auteurs ou leurs institutions et sont largement utilisés pour la publication des revues de STM (sciences, techniques, médecine) ne sont, à quelques exceptions ponctuelles près, utilisés par aucune des revues de SHS interrogées⁴.

Des économies fragiles toujours fortement dépendantes des recettes d'abonnement papier

Pour nombre de revues, l'étude illustre la fragilité des équilibres économiques : leurs recettes sont déstabilisées par la baisse continue des abonnements papier et les incertitudes liées au caractère variable des critères d'attribution des subventions, tandis que certains coûts ont fortement augmenté ces dernières années (frais de routage par exemple) ou ont dû être internalisés (certains secrétariats de rédaction). Cette

² En moyenne, seuls 38 % des ETP pour les postes de secrétariat de rédaction et d'édition sont rémunérés, dans 2 cas sur 3 par des acteurs publics. La charge de travail représentée par ces postes est estimée à 0,92 ETP en moyenne (médiane : 0,75 ETP).

³ Html en accès libre immédiat et téléchargement aux formats pdf ou epub payant.

⁴ Deux revues seulement ont indiqué demander ponctuellement des contributions pour une partie de leurs publications (numéros spéciaux réalisés en lien avec une institution ou dossiers thématiques avec participation des auteurs aux frais de relecture).

fragilité explique que certains coûts ne sont assumés que de façon partielle par les revues (secrétariat de rédaction) et que des fonctions essentielles (membres des comités de rédaction, auteurs, évaluateurs) ne sont, sauf très rares exceptions, jamais rémunérées par les revues.

En moyenne, les revues de SHS interrogées perçoivent 20 000 EUR par an, dont les deux tiers proviennent toujours des recettes papier, dont 90 % sont issues des abonnements.

Le numérique est largement plébiscité, au moins en termes d'usage

Près de 9 revues sur 10 sont désormais accessibles au format numérique, dans la grande majorité des cas (7 revues sur 10) en parallèle d'une diffusion en format papier. Si, pour le moment, les versions numériques des revues papier offrent peu de fonctionnalités supplémentaires par rapport à ces dernières, les responsables de revues perçoivent néanmoins tous les avantages que le numérique représente, que ce soit en termes de capacité à développer des fonctionnalités différentes du papier, de facilité d'usage, ou encore de plus large diffusion.

De plus, bien que les revenus issus du numérique ne représentent en moyenne qu'un quart des recettes totales des revues et que, le plus souvent, ils ne compensent pas la baisse des abonnements papier, ils ont néanmoins permis à quelques revues, jusque-là déficitaires, d'atteindre l'équilibre économique.

En numérique, la tarification mixte avec barrière mobile constitue le modèle majoritaire

La diffusion numérique s'effectue principalement sur Cairn et OpenEdition (anciennement Revues.org), ces deux plateformes assurant la diffusion de près des trois-quarts des revues de SHS. Le modèle dominant de tarification mixte (57 % des revues numériques) s'assortit majoritairement d'une barrière mobile (dans 82 % des cas) d'une durée moyenne de 31 mois début 2018, avec une médiane à 24 mois, 40 % des revues ayant une barrière mobile supérieure ou égale à 36 mois.

Une minorité de revues (6 % des répondants à la phase 2) a changé de modèle de tarification depuis début 2018 ou envisage de le faire d'ici 2 ans : le mouvement n'est pas univoque, mais va cependant majoritairement dans le sens d'une plus grande ouverture de l'accès. Par ailleurs, une proportion significative de revues indique avoir raccourci la durée de sa barrière mobile (12 % des revues avec barrière mobile entre 2017 et 2018) ou envisager de le faire dans les 2 ans (18 %).

La diffusion mixte (papier et numérique) devrait continuer à dominer

L'attachement à l'objet papier reste très largement souligné dans les entretiens, que ce soit pour son usage différent de celui numérique, pour sa fonction symbolique, ou pour sa capacité à assurer la transmission des savoirs aux futures générations.

Cet attachement explique que, début 2018, 8 revues sur 10 étaient publiées sous forme imprimée (13 % exclusivement en version papier, 69 % avec également une version numérique), contre 19 % de revues au format uniquement numérique (dont la moitié depuis leur création).

Si les évolutions annoncées par les revues de leur mode de diffusion dans les 2 années à venir se concrétisent, la diffusion mixte papier/numérique, déjà largement majoritaire, devrait le devenir un peu plus encore, au détriment de la diffusion tout papier, puisque, de façon massive (8 sur 10), les revues uniquement papier interrogées envisagent d'ajouter une version numérique. Si la diffusion uniquement numérique ne devrait que peu progresser à moyen terme (7 % seulement des revues à diffusion mixte envisagent d'arrêter la version papier), son poids devrait cependant progresser à plus long terme du fait des revues nouvellement créées, qui ont une forte propension à faire le choix d'une diffusion exclusivement numérique (cas de 60 % des revues créées après l'an 2000).

Un manque manifeste de formalisme juridique

Le manque de formalisme juridique s'observe à deux niveaux : d'une part dans les relations avec les auteurs, d'autre part dans les relations avec certains éditeurs, ce qui traduit le fonctionnement coutumier dont s'accommodent un grand nombre de revues. Plus de la moitié des revues ne signent pas ou presque jamais de contrats avec les contributeurs. Seules un tiers des revues signent systématiquement un contrat avec les auteurs, les revues publiées par des éditeurs privés le faisant nettement plus souvent (53 %) que celles publiées par des éditeurs publics (31 %) ou des associations ou des sociétés savantes (19 %).

Une réaffirmation unanime du rôle essentiel des revues scientifiques

Enfin, il convient de souligner à quel point les diverses inquiétudes exprimées au cours de cette étude permettent *a contrario* de mettre en avant le rôle essentiel et unanimement reconnu des revues scientifiques et de l'évaluation par les pairs comme une intermédiation indispensable entre les producteurs et les utilisateurs de la recherche.